

# Pour une alternative au désastre

En ce 1<sup>er</sup> mai 2011, comme chaque année, nous marchons, par millions sur tous les continents, en souvenir de nos camarades ouvriers de Chicago (USA - 1886) et de Fourmies (France - 1891) tombés sous les balles de la répression pour avoir réclamé pacifiquement la réduction de la journée de travail à 8 heures, pour 6 jours par semaine.

Comme eux, nous réclamons aujourd'hui nos droits de travailleuses et travailleurs : notre droit au travail, notre droit à des salaires tenant compte du coût de la vie, notre droit à des conditions de travail satisfaisantes, notre droit à nous syndiquer et la liberté pour nos syndicats à exprimer nos revendications.

En notre pays Guadeloupe, le 1<sup>er</sup> mai ouvre aussi le mois de la mémoire du sang versé par notre peuple en mai 1802, mai 1848 et mai 1967 pour obtenir la liberté, l'égalité et des conditions dignes d'existence. Nous sommes les héritiers de ces femmes et de ces hommes qui ont lutté jusqu'à la dernière pulsation de leurs veines. Il nous appartient d'entretenir la même dignité dressée contre toutes les oppressions sur notre long chemin vers la liberté.

Mais ce 1<sup>er</sup> mai 2011 n'est pas qu'une commémoration des luttes du passé. Il s'inscrit également dans la poursuite du mouvement social entamé en 2009 sous la bannière du LKP. Cet épisode historique a démontré que l'unité des travailleuses et des travailleurs permet de renverser le rapport de force face à l'Etat et aux profiteurs et d'obtenir la satisfaction d'une partie des revendications populaires.

Si la grève des 44 jours a amené à une première victoire avec la signature de l'accord Jacques Bino et celle du protocole du 4 mars 2009, nous constatons que le gouvernement français a, depuis, entrepris tout ce qui était en son pouvoir pour revenir sur les concessions que nous lui avons arrachées et pour sauvegarder la *pwofitasyon* que nous avons ébranlée.

Le CIPPA apporte son soutien à cette mobilisation unitaire autour du LKP et à l'ensemble des luttes sociales menées par les travailleuses et travailleurs de Guadeloupe.

Cependant, quelles que soient la force et la légitimité de la mobilisation sociale, elles ne doivent, pour autant, pas masquer la réalité d'une situation politique, économique et sociale de plus en plus désastreuse. Le chômage est en hausse constante, jetant dans la délinquance une part toujours plus importante de notre jeunesse ; nos productions traditionnelles sont en déclin ; nos terres agricoles sont en voie de disparition et les profiteurs dominant une économie entièrement fondée sur l'import.

**65 ans après la départementalisation, la Guadeloupe est dans la dépendance la plus totale.**

**C'est la raison pour laquelle le CIPPA propose un projet alternatif permettant de sortir notre peuple de sa triple dépendance politique, alimentaire et idéologique.**

Il nous est possible de conquérir notre marché intérieur, de développer notre agriculture, notre industrie, notre artisanat, le tourisme, les ressources de la mer et les énergies renouvelables par le recours à des instruments douaniers et fiscaux protecteurs. Cette sortie de la dépendance est à notre portée ; **il ne nous manque que la volonté collective de changer pour un statut politique qui tienne compte de nos intérêts propres** dans le cadre de la Constitution française.

Le CIPPA s'attelle à promouvoir un projet de société solide, construit par des femmes et des hommes décidés à faire avancer la Guadeloupe. **REJOIGNEZ-NOUS.**